



KPMG

Observatoire du Transport Sanitaire 2012

kpmg.fr

Edito

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons le nouvel Observatoire du Transport Sanitaire 2012.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les dirigeants d'entreprises du secteur qui nous permettent aujourd'hui de souffler les bougies de la **10^e édition de cette étude**.

Cet observatoire constitue un outil à destination des chefs d'entreprises du secteur qui ressentent un besoin grandissant de mesurer et d'analyser la performance de leurs entreprises.

Il permet également à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé de s'informer sur les enjeux et les problématiques de ce métier.

Les transporteurs sanitaires privés n'échappent pas aux exigences d'amélioration permanente du niveau qualitatif du service rendu. Ceci pousse les dirigeants du secteur à se comporter comme de véritables logisticiens mettant en adéquation des moyens humains et matériels.

Dans un contexte économique difficile qui persiste depuis plusieurs années, la mise en place de budget, le développement de progiciels métiers, la définition de ratios spécifiques à la profession deviennent des outils indispensables au pilotage de la performance des entreprises du secteur du transport sanitaire.

Cette année 2011 est marquée par :

- Un accroissement toujours significatif des besoins en transport sanitaire,
- Une absence de revalorisation tarifaire,
- La poursuite de l'augmentation du coefficient d'amplitude.

Vous retrouverez dans cette étude les grandes tendances observées depuis quelques années.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de cet Observatoire du Transport Sanitaire 2012.



Marc Basset
Associé, Directeur
Haute-Normandie
Picardie-Maritime



Anne-Sophie Bous
Senior

Les tendances macro-économiques **5**

Perspectives du marché	6
Périmètre de l'étude	8
Périmètre de l'étude : chiffre d'affaires en 2011	9
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires	10
Croissance du chiffre d'affaires	11
Nombre moyen d'établissement par région	12
Difficultés des sociétés	13
Taux de valeur ajoutée (VA) : richesse créée par l'entreprise	14
Évolution des prix des carburants	15

Au niveau micro-économique : les principaux ratios **17**

Méthode d'échantillonnage	18
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	19
Évolution des frais de personnel	20
Recrutement dans le transport sanitaire	21
Part des frais de personnel dans la valeur ajoutée	22
Bilan économique (Crédit bail non retraité)	23
Bilan économique (Crédit bail retraité)	24
Rentabilité économique : analyse de sa formation	25
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité	25

Sommaire

Rentabilité économique : rotation des capitaux investis	26
Rentabilité économique	27
Ratio d'endettement - Gearing	28

Au niveau micro-économique : focus sur les sociétés de plus de 30 salariés **29**

Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires (Excédent Brut d'Exploitation)	30
Évolution des frais de personnel	31
Rentabilité économique : analyse de sa formation	32
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité	32
Rentabilité économique : rotation des capitaux investis	33
Rentabilité économique	33

Analyse qualitative **35**

Méthodologie	36
Périmètre du panel	37
Périmètre du panel : chiffre d'affaires en 2011	38
Répartition du chiffre d'affaires par activité	39
Âge moyen des véhicules	40
Compte de résultat agrégé	41
Les grandes tendances	42
La part des DEA dans les effectifs	43
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	43
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	44
Frais de personnel / chiffre d'affaires	44
Analyse des heures amplitudes / effectif	45
Analyse des heures amplitudes	46



Les tendances macro-économiques



Perspectives du marché

L'indicateur Xerfi Risk synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur et restitue une note correspondant à une probabilité de défaillance.

Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises totales du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs :

- Une note comprise entre 0 et 20 signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi nulle,
- Une note comprise entre 21 et 40 signifie que la probabilité de défaut reste acceptable,
- Une note comprise entre 41 et 60 signifie que la probabilité de défaut est moyenne,
- Une note comprise entre 61 et 80 signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie,
- Une note comprise entre 81 et 100 signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.

81-100 Risque très élevé



61-80 Risque élevé



41-60 Risque marqué

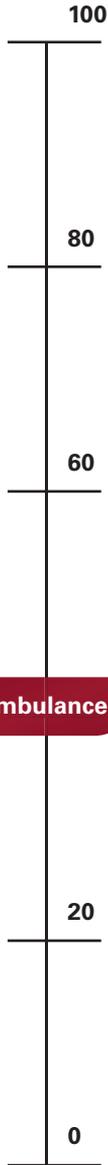


21-40 Risque limité



0-20 Risque faible

Source : Xerfi Risk



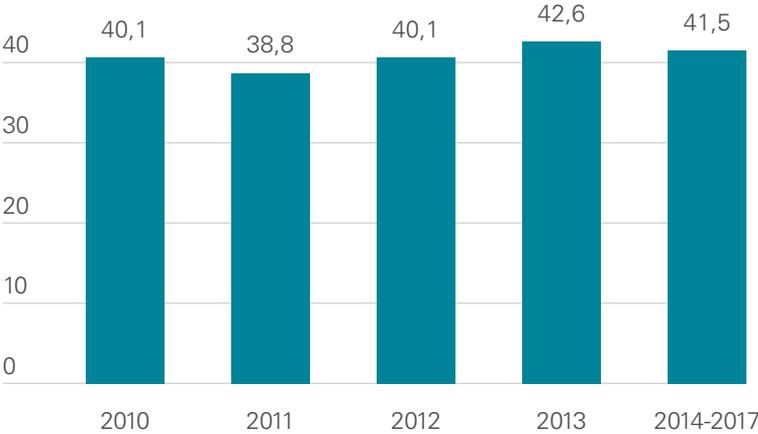
Le risque instantané du transport sanitaire s'est fixé à **41,6** fin juin 2012. Ce scoring correspond à un **risque moyen**. Malgré une amélioration par rapport au mois précédent, ce point s'inscrit dans une tendance haussière.

L'indicateur Xerfi Risk se fixera à 40,1 sur l'année 2012, ce qui représente une dégradation de 3,3 points par rapport à l'année précédente. Ces données sont appelées à se maintenir en 2013, car le risque sectoriel se fixera à 42,6.

La période 2014-2017 met en évidence un risque de moyen terme qui est toujours médian. Son but est d'extraire de l'analyse les éléments conjoncturels pour revenir sur des données plus structurelles.

Xerfi Risk

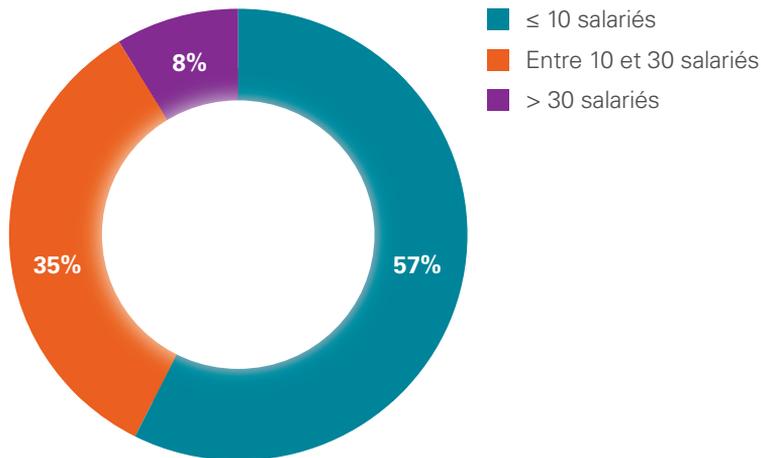
Données mensuelles et instantanées



Périmètre de l'étude

Composition du panel par typologie de société

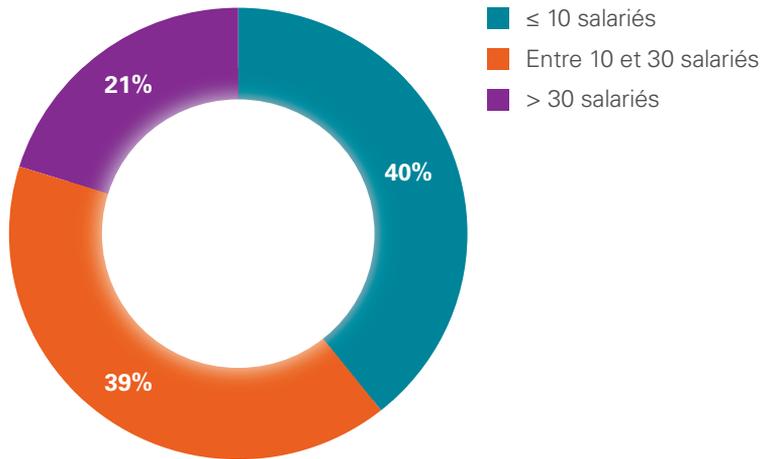
- L'étude a été réalisée sur l'évolution du secteur du transport sanitaire.
- Le panel a été sélectionné sur la base de deux critères :
 - Code NAF 8690A Ambulances,
 - Comptes déposés et disponibles : 2009, 2010, 2011.
- L'étude porte sur un panel de 517 sociétés déposant leurs comptes.



	Nombre de sociétés du panel	Pourcentage
≤ 10 salariés	296	57,3%
Entre 10 et 30 salariés	179	34,6%
> 30 salariés	42	8,1%
Total échantillon	517	100%

Périmètre de l'étude : chiffre d'affaires en 2011

Répartition du chiffre d'affaires 2011 par typologie de société



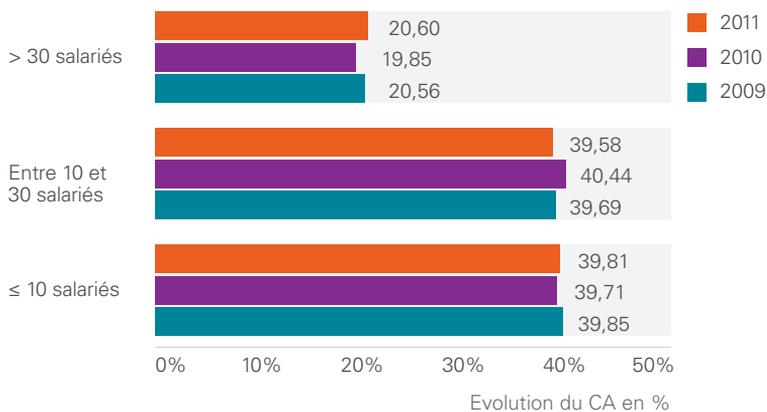
	Chiffre d'affaires cumulé 2011 (en M€)	Pourcentage
≤ 10 salariés	172	39,8%
Entre 10 et 30 salariés	171	39,6%
> 30 salariés	89	20,6%
Total échantillon	432	100%

Évolution de la répartition du chiffre d'affaires

La répartition des sociétés en fonction du chiffre d'affaires global reste stable sur les 3 dernières années.

Les sociétés de moins de 10 salariés ainsi que celles entre 10 et 30 salariés représentent chacune 40% du chiffre d'affaires de la profession, contre 20% pour les plus de 30 salariés.

Seule la part du chiffre d'affaires des sociétés de 10 à 30 salariés accuse une légère baisse en 2011.



Croissance du chiffre d'affaires

Depuis 2009, le secteur est en croissance régulière. L'activité a progressé dans son ensemble de 9,64% dont 4,82% entre 2009 et 2010 et 4,60% entre 2010 et 2011.

La tendance est à la hausse sur la période de 2009 à 2011 sur l'échantillon total avec une croissance de + 9,68%.

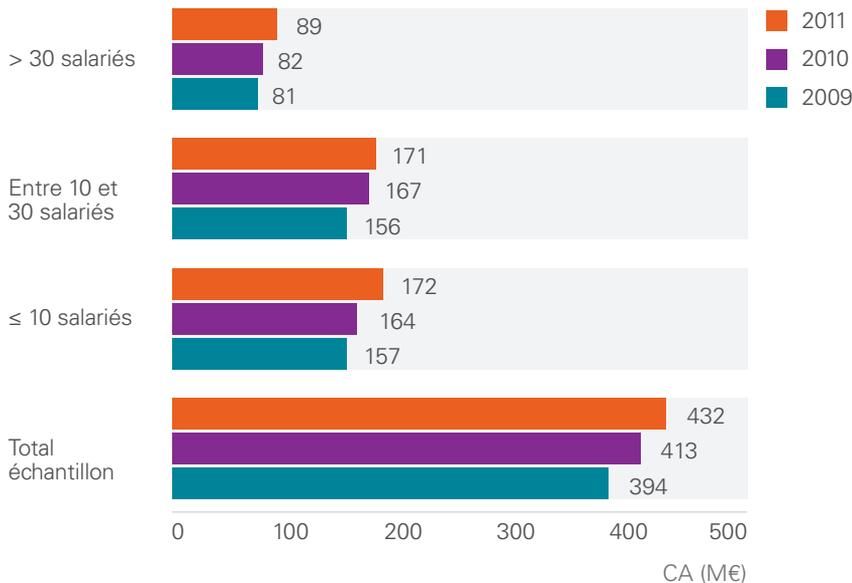
Néanmoins, les évolutions d'une année sur l'autre sont très différentes :

- Les sociétés de moins de 10 salariés connaissent une croissance stable de + 4,46% entre 2009 et 2010, et + 4,88% entre 2010 et 2011,
- Les sociétés de 10 à 30 salariés ont connu une très forte croissance entre 2009 et 2010 de 7,05% contre 2,40% entre 2010 et 2011,
- Cette tendance est inversée pour les sociétés de plus de 30 salariés qui ont connu une croissance faible entre 2009 et 2010 de 1,23% contre 8,54% entre 2010 et 2011.

Parallèlement, les dépenses remboursées par l'Assurance Maladie sur les mêmes périodes ont évoluées comme suit :

Pour l'activité de transport sanitaire : + 4,20% en 2009-2010 ; + 0,65% en 2010-2011

Pour l'ensemble des dépenses de transport : + 6,50% en 2009-2010 ; + 3,40% en 2010-2011



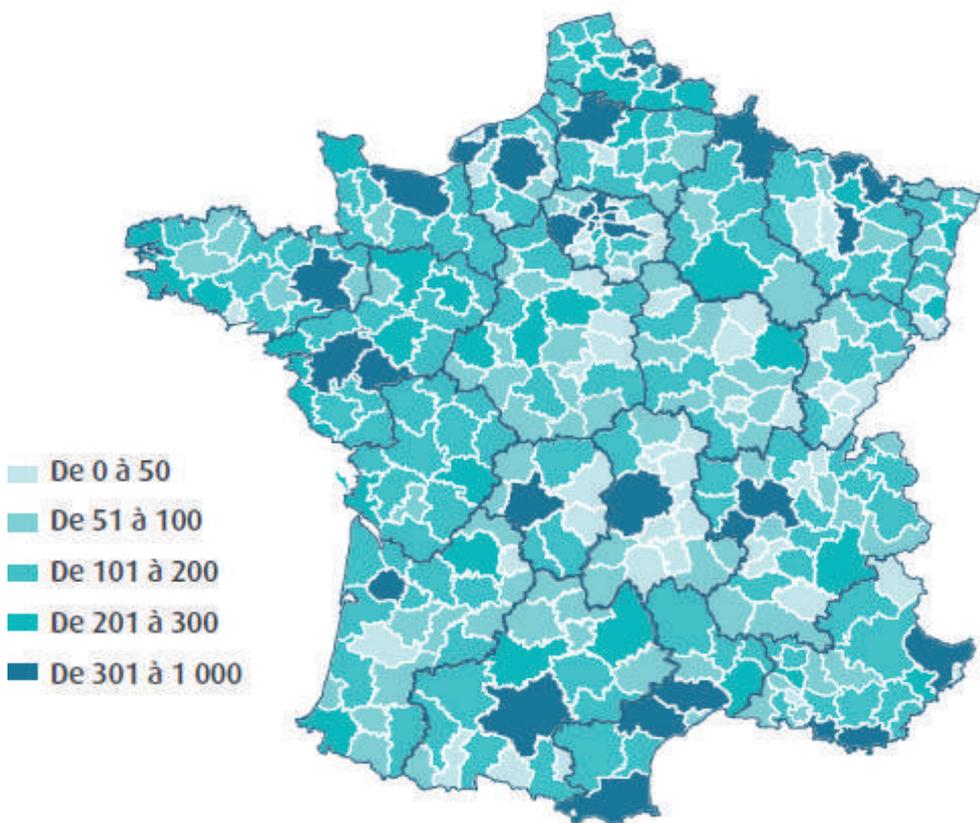
NB : Crédit Bail non retraité

Nombre moyen d'établissement par région

Les emplois du secteur du transport sanitaire sont relativement bien répartis sur le territoire national : il existe un rapport de 1 à 100 entre la zone d'emploi où les effectifs du transport sanitaire sont les plus nombreux et celles où ils le sont le moins.

Au 31 décembre 2010, le secteur du transport sanitaire comptait 5 155 entreprises.

Transport sanitaire



Source : Rapport (Supplément 2011) de l'Observatoire Prospectif des métiers et des qualifications dans les Transports et la logistique.

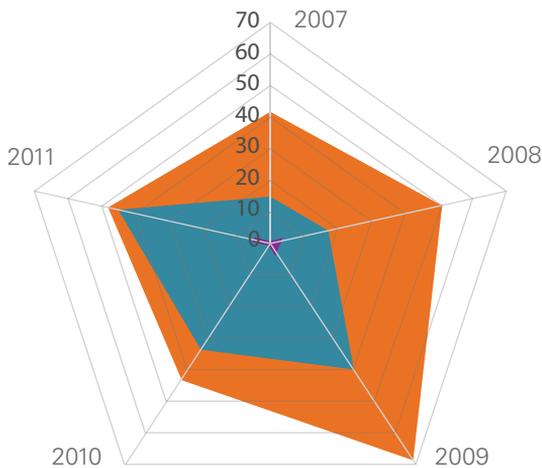
Difficultés des sociétés

Depuis 2007, 173 sociétés du transport sanitaire ont été liquidées, soit + de 3% des sociétés du secteur.

Au total, 270 sociétés du transport sanitaire ont connues des procédures de redressement sur cette même période. Cela signifie que plus de 5% des sociétés de la profession ont rencontré des difficultés très importantes au cours des 5 dernières années.

La majeure partie des redressements judiciaires a abouti à une liquidation judiciaire.

Nombre de sociétés en :



- Plan de Sauvegarde :
 - Procédure de sauvegarde,
 - Jugement de sauvegarde.
- Redressement :
 - Dépôt de créance,
 - Redressement judiciaire.
- Liquidation :
 - Clôture pour insuffisance d'actif,
 - Conversion en LJ,
 - Faillite personnelle,
 - Liquidation Judiciaire (simplifiée).

	Plan de Sauvegarde	Redressement	Liquidation
2007	0	42	15
2008	2	50	17
2009	2	69	40
2010	0	43	34
2011	4	48	45
1 ^{er} semestre 2012	7	18	22
Total échantillon	15	270	173

Source : Altares

Taux de valeur ajoutée (VA) : richesse créée par l'entreprise

La valeur ajoutée créée donne une approche du poids économique d'une entreprise.

Depuis 2009, la valeur ajoutée augmente en valeur, conséquence de la progression du chiffre d'affaires, et ce en dépit de la fluctuation forte du coût des carburants qui impacte le taux de VA.

Valeur Ajoutée en M€

	2009	2010	2011
≤ 10 salariés	108	114	117
Entre 10 et 30 salariés	109	115	117
> 30 salariés	56	57	61
Total échantillon	274	286	295

En revanche, le taux de VA continue de diminuer régulièrement de 2009 à 2011.

	2009	2010	2011
Taux de valeur ajoutée	69,54%	69,25%	68,29%

Évolution des prix des carburants

Le schéma ci-contre présente l'évolution du prix à la pompe sur le territoire national du SP 95 et du gazole entre 2000 et 2011.

Le SP95 a augmenté de 33% entre 2000 et 2011, passant de 1 € le litre à la pompe en 2000 à plus de 1,5 € en 2011.

Le gazole a, quant à lui, subi une augmentation de 73,75% entre 2000 et 2011, passant de 0,80 € le litre à la pompe en 2000 à 1,39 € en 2011.

Évolution des prix des carburants à la pompe en France de 2000 à 2011

Euro / litre TTC



Source: www.connaissancedesenergies.org



Au niveau micro-économique : les principaux ratios



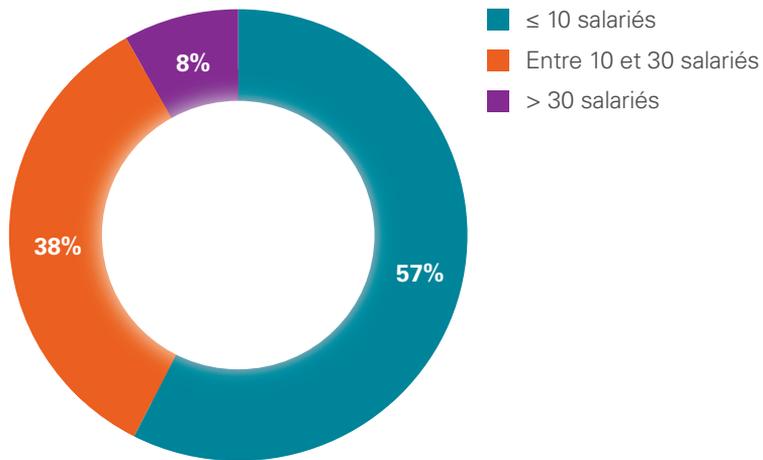
Analyse effectuée
sur un panel de
100 sociétés

Méthode d'échantillonnage

Nous avons réalisé un échantillonnage par la méthode des quotas.

La méthode des quotas est basée sur la répartition connue d'une population, ici selon l'effectif.

Il s'agit donc de constituer un échantillon de 100 sociétés identiques, en termes de caractéristiques, à la population mère.



Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires *

(Excédent Brut d'Exploitation)

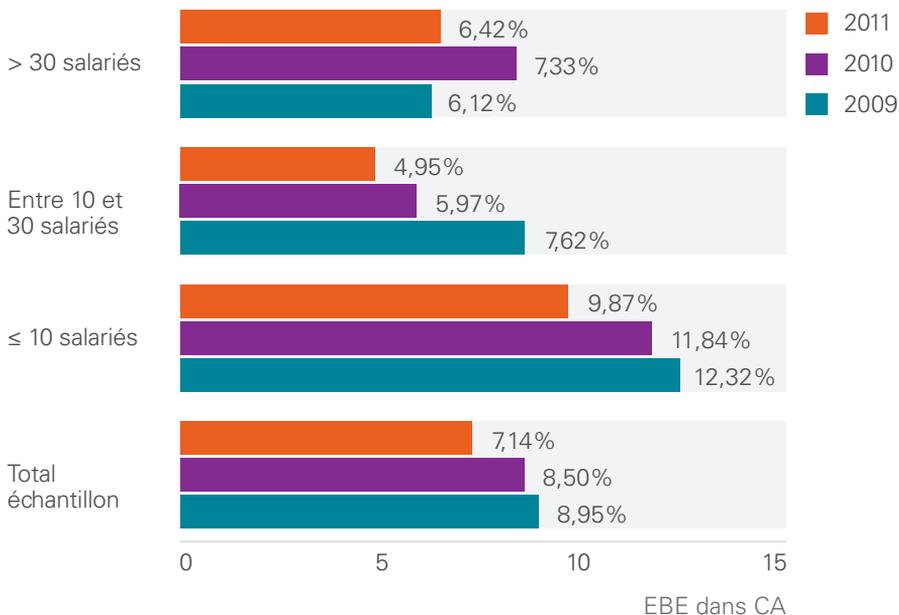
Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Entre 2009 et 2011, la part de l'EBE dans le chiffre d'affaires diminue du fait de :

- L'augmentation de la charge de personnel, liée notamment à la hausse du coefficient applicable aux heures amplitudes : passage de 80% en 2009, à 83% en 2010, puis à 86% en 2011, pour les heures hors période de permanence,
- L'augmentation du poste carburant.

L'EBE diminue de près de 1,5 points entre 2010 et 2011.

Évolution de la part de l'EBE dans le chiffre d'affaires



* Exploitation

Source : Diane (EBE non retraité du crédit bail, des locations financières et prestations intra-groupes).

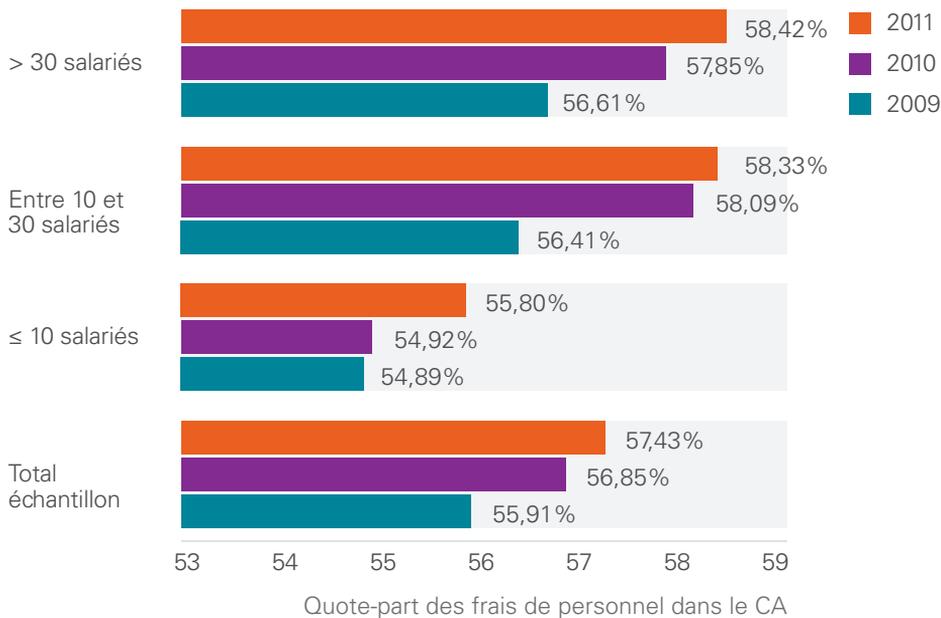
Évolution des frais de personnel *

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

La charge liée aux frais de personnel augmente de 11% en 2 ans.

En 2011, les frais de personnel représentent 57,43% du chiffre d'affaires.

Quote-part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires



* Exploitation

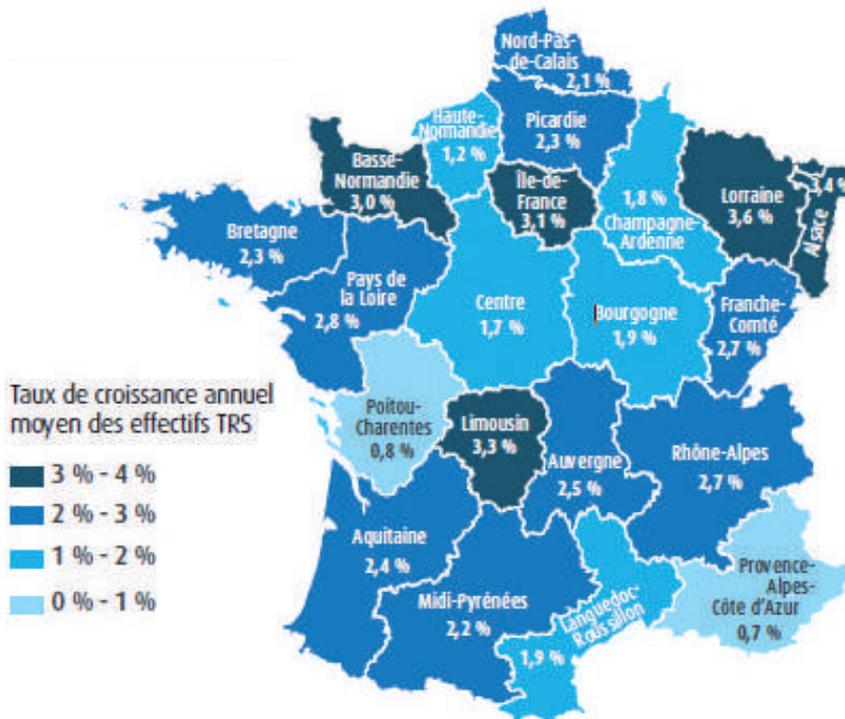
Recrutement dans le transport sanitaire *

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Le nombre de recrutements dans le transport sanitaire est stable depuis 2008.

En 2011, 11 064 personnes ont été recrutées dans le transport sanitaire contre 11 190 en 2008.

Transport sanitaire



	2008	2009	2010	2011
Nombre de recrutements	11 190	11 174	11 096	11 064

* Exploitation

Part des frais de personnel dans la valeur ajoutée *

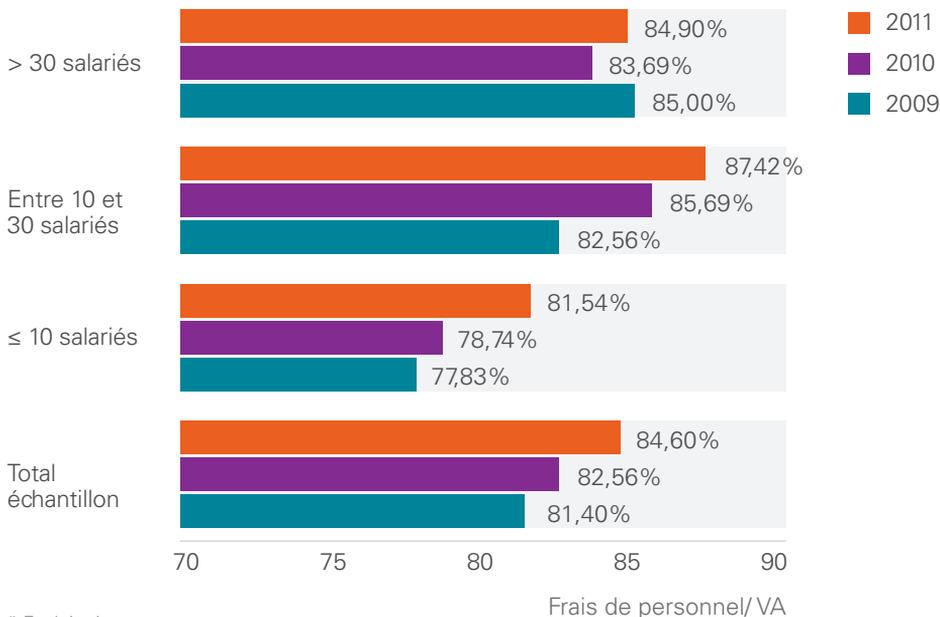
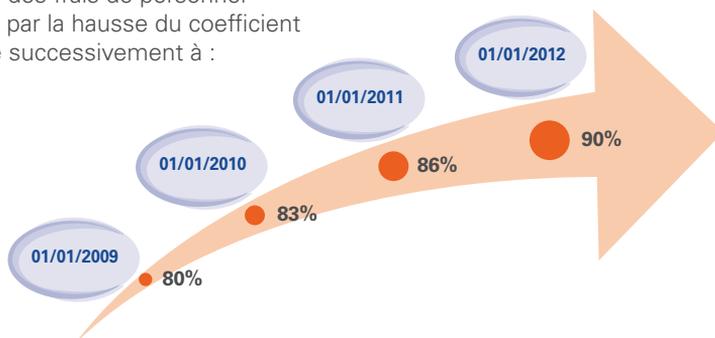
Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Les frais de personnel représentent 84,60% de la valeur ajoutée en 2011 contre 81,40% en 2009.

La valeur ajoutée ayant une tendance à la hausse, l'augmentation de ce taux signifie que les frais de personnel ont fortement augmenté entre 2009 et 2011.

Cette hausse significative des frais de personnel s'explique principalement par la hausse du coefficient d'amplitude qui est passé successivement à :

- 80% en 2009,
- 83% en 2010,
- 86% en 2011,
- 90% en 2012.



* Exploitation

Bilan économique* (Crédit bail non retraité)

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Total Capitaux investis

	2009	2010	2011
Actif immobilisé	96,38%	99,47%	97,49%
Besoin en fond de roulement	3,62%	0,53%	2,51%
Total des capitaux investis	100%	100%	100%

Total des financements

	2009	2010	2011
Fonds propres	79,87%	79,13%	73,39%
Dettes financières nettes	20,13%	20,87%	26,61%
Total des financements	100%	100%	100%

* Situation financière

Bilan économique* (Crédit bail retraité)

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Dans ce bilan économique, nous avons retraité les biens pris en crédit-bail comme des biens en pleine propriété faisant donc partie de l'actif immobilisé.

La valeur de ces biens en crédit bail a été retenue pour 33% du chiffre d'affaires. Cette valeur correspond à :

- Une répartition du chiffre d'affaires pour 2/3 ambulances et 1/3 VSL,
- Une répartition des financements effectués pour 2/3 en crédit-bail et en location financière,
- Un prix moyen ambulance de 60 k€ TTC,
- Un prix moyen VSL de 15 k€ HT.

L'actif est composé à près de 99% par l'actif immobilisé. Le besoin en fonds de roulement consomme peu de trésorerie dans ce secteur d'activité. Le gearing (dettes financières nettes/ fonds propres) mesure le risque de la structure financière de l'entreprise.

Total Capitaux investis

	2009	2010	2011
Actif immobilisé	97,99%	99,70%	98,56%
Besoin en fond de roulement	2,01%	0,30%	1,44%
Total des capitaux investis	100%	100%	100%

Total des financements

	2009	2010	2011
Fonds propres	44,27%	44,22%	42,07%
Dettes financières nettes	55,73%	55,78%	57,93%
Total des financements	100%	100%	100%

* Situation financière

Rentabilité économique : analyse de sa formation *

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné.

Elle est la combinaison de deux ratios :

- Le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation / CA),
- La rotation des capitaux investis (CA réalisé en fonction du capital investi).

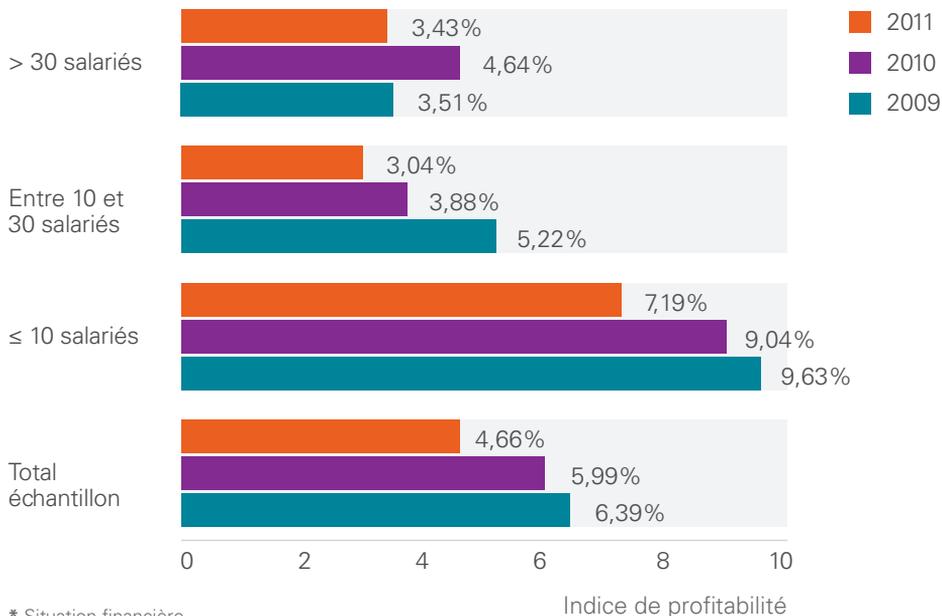
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité*

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Le taux de profitabilité décroît de près de 2 points en 2 ans, passant de 6,39% en 2009 à 4,66% en 2011.

Cette baisse s'explique principalement par l'absence de revalorisation tarifaire en 2011 et la poursuite de la mise en place des accords sociaux.

Taux de profitabilité



Rentabilité économique : rotation des capitaux investis *

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Le taux de rotation des actifs reste relativement stable à 1,94 points en 2011.

Cela signifie que 1 € d'investissement est nécessaire pour réaliser 1,94 € de chiffre d'affaires.

Cependant, sur les 3 dernières années, ce ratio a tendance à se dégrader.

Crédit bail non retraité : Évolution du taux de rotation des capitaux investis

	2009	2010	2011
≤ 10 salariés	2,15	2,18	2,17
Entre 10 et 30 salariés	2,45	2,31	2,25
> 30 salariés	4,76	4,50	4,32
Total échantillon	2,66	2,59	2,56

Crédit bail retraité : Évolution du taux de rotation des capitaux investis

	2009	2010	2011
≤ 10 salariés	1,94	1,98	1,88
Entre 10 et 30 salariés	1,83	1,75	1,72
> 30 salariés	2,59	2,56	2,45
Total échantillon	2,03	2,01	1,94

* Situation financière

Rentabilité économique *

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

La rentabilité économique est en baisse constante depuis 2009.

Elle a perdu 0,94 point entre 2009 et 2010, puis 2,97 points entre 2010 et 2011.

Cette tendance est davantage marquée pour les structures de moins de 30 salariés :

- Moins 5,14 points pour les entreprises ayant moins de 10 salariés,
- Moins 4,29 points pour les entreprises de 10 à 30 salariés

Crédit bail non retraité : Rentabilité économique

	2009	2010	2011
≤ 10 salariés	20,70%	19,71%	15,60%
Entre 10 et 30 salariés	12,79%	8,96%	6,84%
> 30 salariés	16,71%	20,88%	14,82%
Total échantillon	17,00%	15,51%	11,93%

Crédit bail retraité : Rentabilité économique

	2009	2010	2011
≤ 10 salariés	18,68%	17,94%	13,54%
Entre 10 et 30 salariés	9,53%	6,78%	5,24%
> 30 salariés	9,10%	11,87%	8,39%
Total échantillon	12,95%	12,01%	9,04%

* Situation financière

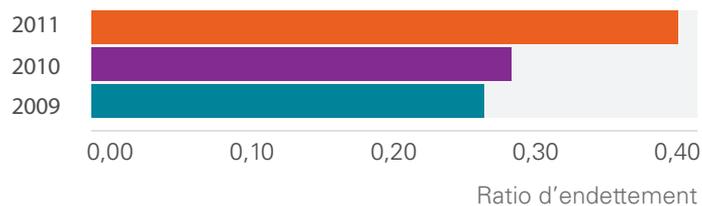
Ratio d'endettement - Gearing *

Échantillon de 100 sociétés représentatives du panel

Ce ratio permet de mesurer le niveau de la dette par rapport aux fonds propres.
La dette retenue est la dette nette (emprunt – trésorerie excédentaire) des sociétés.

En 2011, le ratio augmente fortement pour l'ensemble des sociétés avec + 10 points.

Évolution du ratio d'endettement



	2009	2010	2011
Ratio d'endettement net	1,26	1,26	1,38

* Situation financière

Au niveau micro-économique : focus sur les sociétés de plus de 30 salariés



Analyse effectuée
sur un panel de
44 sociétés

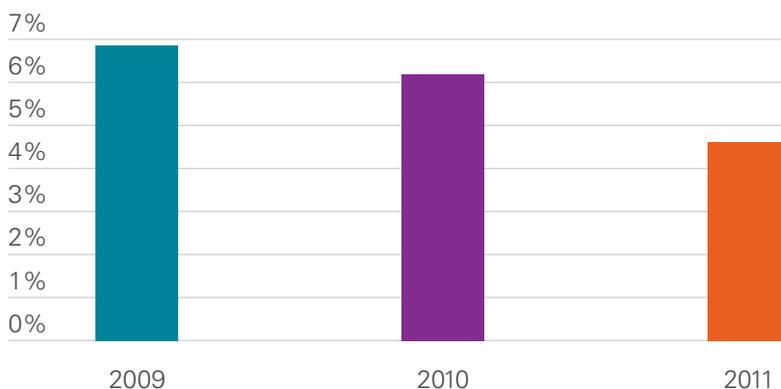
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires (Excédent Brut d'Exploitation)

Échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés

Sur l'échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés, l'EBE perd 30% entre 2009 et 2011 alors que le CA croît de + 9,46%.

Par conséquent, la part de l'EBE dans le chiffre d'affaires diminue de 2,32 points.

Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires (crédit bail non retraité)



EBE →

EBE (K€) > 30 salariés	
2009	5 414
2010	5 174
2011	3 757

→ **CA**

CA (K€) > 30 salariés	
2009	85 451
2010	86 630
2011	93 534

→ **Part de l'EBE dans le CA**

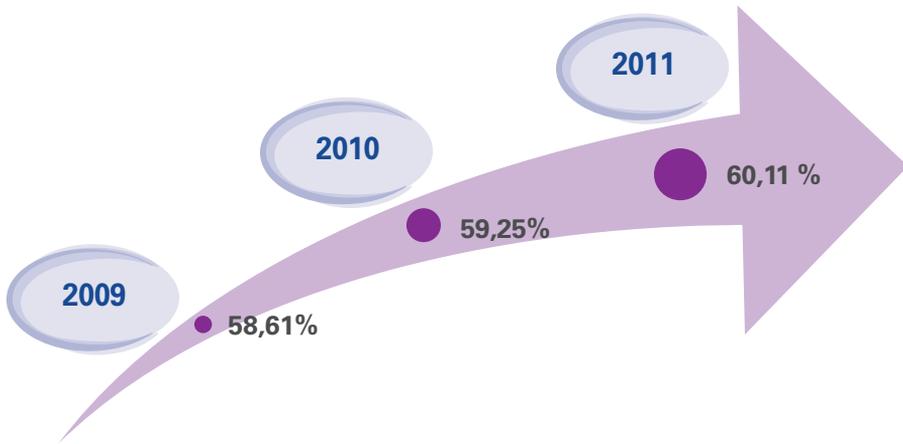
EBE dans CA > 30 salariés	
2009	6,34%
2010	5,97%
2011	4,02%

Évolution des frais de personnel

Échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés

Le poste frais de personnel augmente de 12% en 2 ans.

En 2011, ce poste représente 60 % du chiffre d'affaires, soit une augmentation de 1,5 points depuis 2009.



CA

CA (K€)	> 30 salariés
2009	85 451
2010	86 630
2011	93 534

Frais de personnel

Frais de personnel (K€)	> 30 salariés
2009	50 084
2010	51 332
2011	56 224

Rentabilité économique : analyse de sa formation

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné.

Elle est la combinaison de deux ratios :

- Le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation / CA),
- La rotation des capitaux investis (CA réalisé en fonction du capital investi).

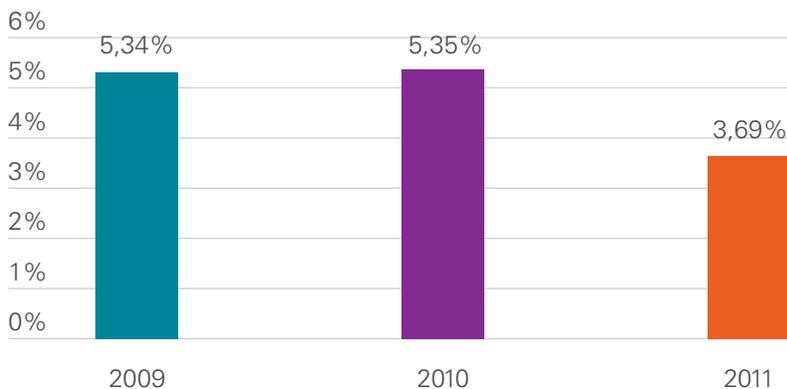
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité

Échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés

Après 2 années de stabilité, le taux de profitabilité connaît une baisse significative de 1,66 points en 2011 : il passe de 5,35% à 3,69%.

Cela confirme la tendance de l'échantillon de base de 100 sociétés.

Évolution du taux de profitabilité



Rentabilité économique : rotation des capitaux investis

Échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés

Le taux de rotation des actifs est en constante baisse depuis 2009. Il a perdu 0,06 point entre 2009 et 2010 puis 0,06 point entre 2010 et 2011.

Ce qui signifie que 1 € d'investissement est nécessaire pour réaliser 1,96 € de chiffre d'affaires.

Évolution du taux de rotation des capitaux investis

Crédit bail non retraité	2009	2010	2011
Rotation des capitaux investis	2,78	2,60	2,52

Crédit bail retraité	2009	2010	2011
Rotation des capitaux investis	2,08	2,02	1,96

Rentabilité économique

Échantillon de 44 sociétés de plus de 30 salariés

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'actif économique (investissement) donné.

La rentabilité économique des entreprises de plus de 30 salariés enregistre une baisse de 3,87 points en passant de 11,10% en 2009 à 7,23% en 2011.

Évolution du taux de rentabilité économique

Crédit bail non retraité	2009	2010	2011
Total échantillon	14,84%	13,89%	9,30%

Crédit bail retraité	2009	2010	2011
Total échantillon	11,10%	10,82%	7,23%



Analyse qualitative



Analyse effectuée
sur un panel
de 49 sociétés
pour lesquelles
nous avons obtenu
l'ensemble des
données comptables
et d'exploitation

Méthodologie

Dans le cadre de l'analyse qualitative, nous avons envoyé un questionnaire à 280 sociétés du secteur du Transport Sanitaire. Ce questionnaire nous a permis de collecter de façon anonyme des données financières mais également non financières sur les trois dernières années.

Informations financières :

- Bilan,
- Compte de résultat,
- Liasse fiscale.

Informations non financières :

- Informations sur le chiffre d'affaires :
 - Ventilation du CA ambulance (garde, hors garde),
 - Nombre de gardes réalisées.
- Informations sur le personnel :
 - Répartition des effectifs (direction, personnel administratif, régulation, facturation, personnel roulant),
 - Nombre d'heures amplitudes réalisées,
 - Nombre de DEA par catégorie socioprofessionnelle.
- Informations sur les véhicules :
 - Nombre de véhicules par type (ambulance, VSL, taxi, autre...),
 - Date de mise en circulation des véhicules.

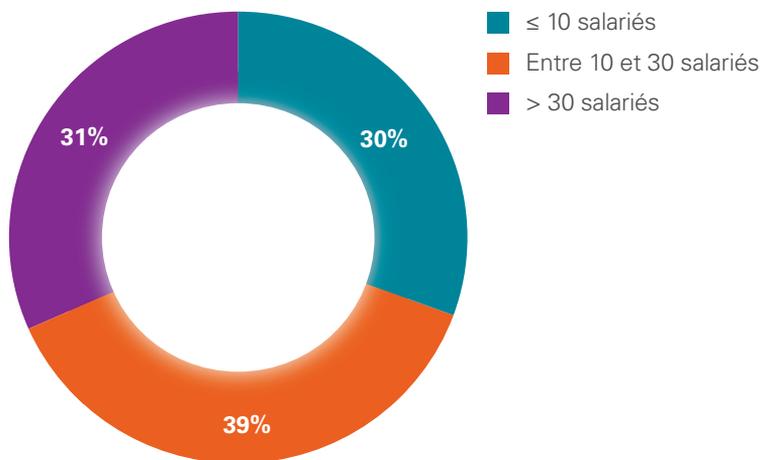
Les informations prennent en compte les retraitements de refacturation holding.

Périmètre du panel

Échantillon de 49 sociétés

Le panel est constitué de 49 sociétés. Elles sont réparties de la manière suivante :

Composition du panel par typologie de société



Taille du panel (en nombre de sociétés)

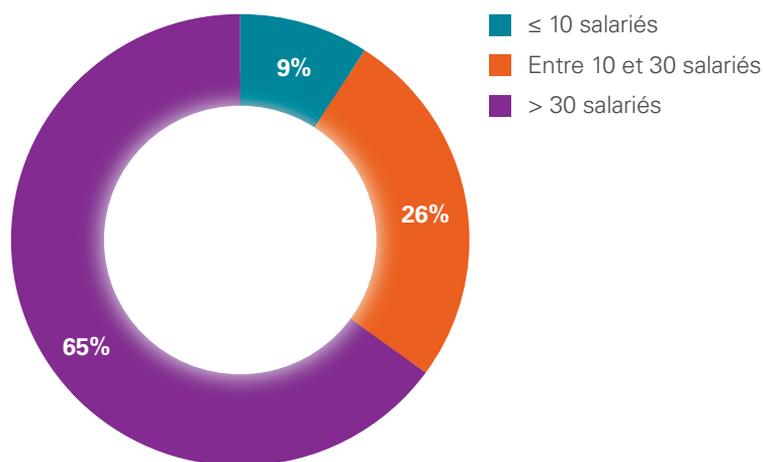
	Nombre de sociétés	Pourcentage
≤ 10 salariés	15	30,6%
Entre 10 et 30 salariés	19	38,8%
> 30 salariés	15	30,6%
Total échantillon	49	100%

Périmètre du panel : chiffre d'affaires en 2011

Échantillon de 49 sociétés

Les 49 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 74,43 M d'euros en 2011. 64% de ce chiffre d'affaires est réalisé par les sociétés de plus de 30 salariés.

Répartition du chiffre d'affaires 2011 par typologie d'entreprise



Répartition du CA par taille d'entreprise (en K€)

	CA 2011	Pourcentage
≤ 10 salariés	6 966	9%
Entre 10 et 30 salariés	19 480	26%
> 30 salariés	47 991	65%
Total échantillon	74 437	100%

Répartition du chiffres d'affaires par activité

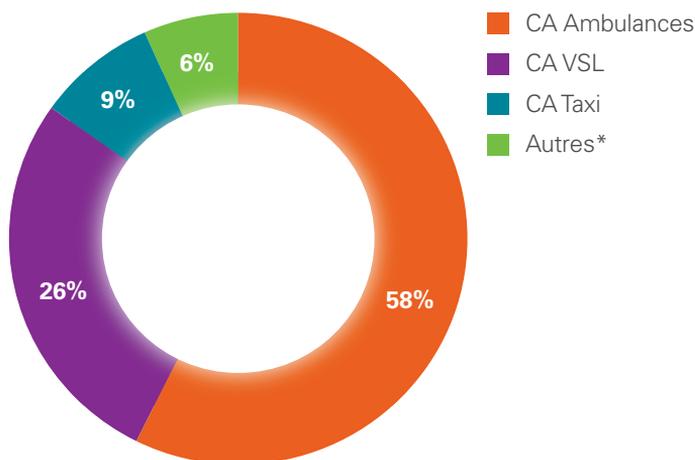
Échantillon de 49 sociétés

La répartition du CA par activité est relativement stable sur les 3 années.

La part du CA ambulance a gagné près de 2 points entre 2009 et 2010 puis s'est stabilisé en 2011.

Le CA VSL a perdu plus de 4 points en 3 ans lorsque le CA Taxi a, quant à lui, gagné 1 point.

Répartition du CA 2011 du panel par activité



Répartition du CA du panel par activité sur 3 ans (en K€)

	2009		2010		2011	
CA Ambulances	37 211	55,95%	41 232	57,61%	43 004	57,77%
CA VSL	20 243	30,44%	19 693	27,52%	19 641	26,39%
CA Taxi	5 618	8,45%	6 215	8,68%	7 032	9,45%
Autres*	3 435	5,16%	4 431	6,19%	4 760	6,39%
Total échantillon	66 507		71 572		74 437	

* Hors transport sanitaire.

Âge moyen des véhicules

Échantillon de 49 sociétés

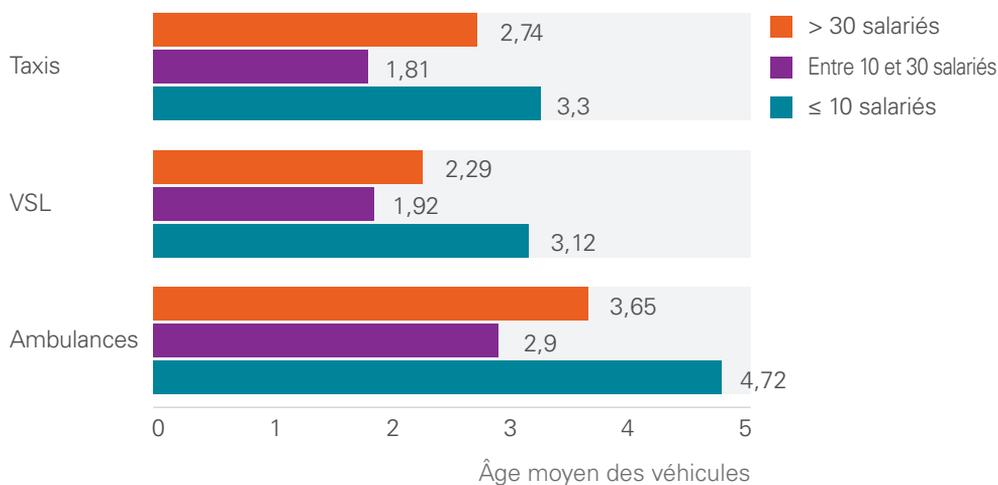
Les sociétés de moins de 10 salariés ont un parc de véhicules vieillissant par rapport au reste du panel. Les parcs ambulance et VSL sont renouvelés régulièrement.

L'âge moyen de ces véhicules n'a pas augmenté depuis 2009.

Ces éléments confirment le renouvellement régulier des investissements observé dans le bilan.

Âge moyen des véhicules

	Ambulances	VSL	Taxis
≤ 10 salariés	4,72	3,12	3,3
Entre 10 et 30 salariés	2,9	1,92	1,81
> 30 salariés	3,65	2,29	2,74
Moyenne 2011	3,67	2,39	3,16
Moyenne 2009	3,67	2,46	2,45



Compte de résultat agrégé

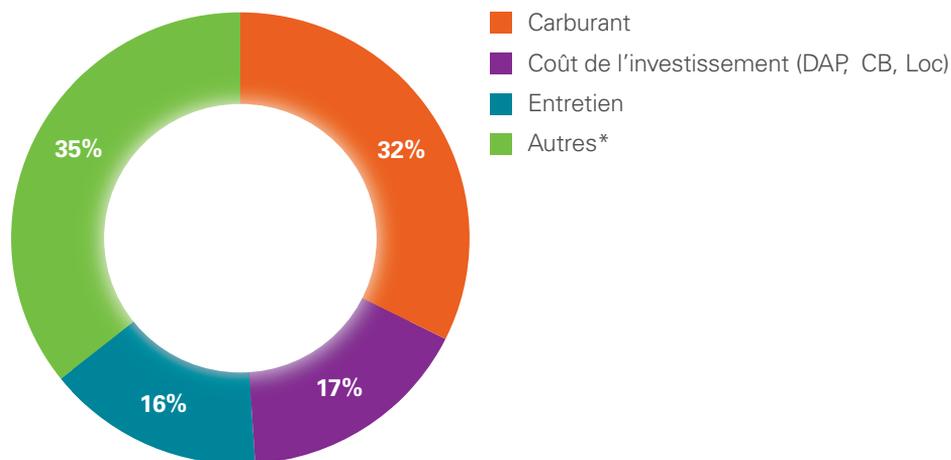
Échantillon de 49 sociétés

Le montant des coûts de véhicule est en hausse constante depuis 2009.

La part des coûts de véhicules dans le CA a augmenté d'un point depuis 2009.

	2009		2010		2011	
	En valeurs	En% du CA	En valeurs	En% du CA	En valeurs	En% du CA
CA en K€	66 507		71 754		74 437	
Carburant	3 169	4,76%	3 593	5,01%	4 220	5,67%
Coût de l'investissement (DAP, CB, Loc)	4 286	6,44%	4 718	6,58%	4 852	6,52%
Entretien	1 771	2,66%	1 912	2,66%	2 072	2,78%
Autres*	1 698	2,55%	1 680	2,34%	1 842	2,47%
Total coût des véhicules	10 924	16,43%	11 903	16,59%	12 986	17,44%

En 2011, le coût des véhicules se structurent comme suivant :



* Assurances, petit équipement.

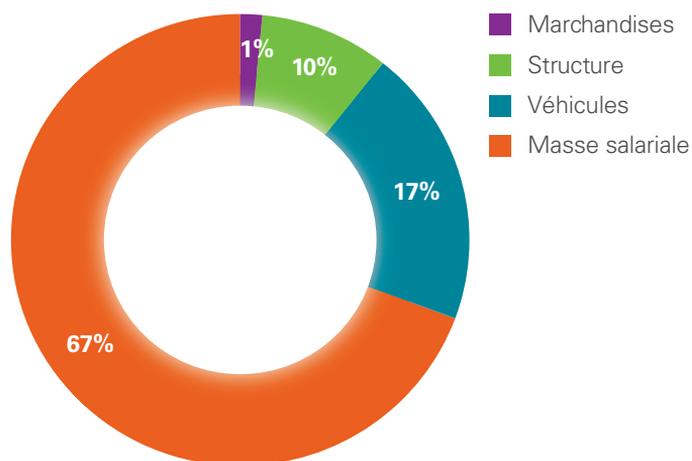
Les grandes tendances

Échantillon de 49 sociétés

La part de la masse salariale dans le CA a fortement augmenté ces trois dernières années. Elle était de 64% en 2009 pour 67% en 2011, représentant ainsi une augmentation de 3 points. La masse salariale est retraitée des frais de personnel des holdings.

	2009		2010		2011	
	En valeurs	En% du CA	En valeurs	En% du CA	En valeurs	En% du CA
CA en K€	66 507		71 754		74 437	
Marchandises	-814	- 1,22%	- 875	- 1,22%	- 764	- 1,03%
Structure	- 7 230	- 10,87%	- 7 547	- 10,52%	- 7 761	- 10,43%
Véhicules	- 10 924	- 16,43%	- 11 903	- 16,59%	- 12 985	- 17,44%
Masse salariale	- 42 466	- 63,85%	- 46 930	- 65,40%	- 49 907	- 67,05%
Résultat financier	- 433	- 0,65%	- 320	- 0,45%	- 358	- 0,48%
Résultat exceptionnel	- 218	- 0,33%	- 198	- 0,28%	143	0,19%
Impôts	- 842	- 1,27%	- 805	- 1,12%	- 615	- 0,83%
Résultat net	3 579	5,38%	3 177	4,43%	2 189	2,94%

Composition du CA en 2011



La part des DEA dans les effectifs

Échantillon de 49 sociétés

La part de diplômés DEA dans la profession est de 59,32%. 2/3 des roulants ont le DEA.

Quote-part des DEA

	Direction + Administratif	Régulation	Roulant
Nombre de salariés	105	59	930
Nombre de DEA	34	21	574
Quote-part de DEA	32%	36%	64%

Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise

Échantillon de 49 sociétés

En retraitant le crédit bail, la part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires a perdu 1,39 points en 2 ans avec un gain de 0,15 point entre 2009 et 2010, et une perte de 1,54 points entre 2010 et 2011.

Crédit bail non retraité

	2009	2010	2011
Valeur Ajoutée / CA	76,82%	76,52%	75,68%

Crédit bail retraité

	2009	2010	2011
Valeur Ajoutée / CA	83,00%	83,15%	81,61%

La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires

Échantillon de 49 sociétés

La part de l'EBITDA dans le chiffre d'affaires diminue de plus de 3,27 points entre 2009 et 2011.

Cette dégradation de la rentabilité est la conséquence de l'augmentation significative des frais de personnel par rapport au chiffre d'affaires.

	2009	2010	2011
EBE * / CA	10,95%	9,69%	7,19%
	2009	2010	2011
EBITDA (EBE retraité**) / CA	13,70%	12,86%	10,43%

Frais de personnel / chiffre d'affaires

Échantillon de 49 sociétés

Le coût du personnel comprend :

- Les salaires bruts de l'ensemble du personnel roulant et de structure,
- Les salaires bruts de la direction,
- Les charges sociales et fiscales sur salaires,
- Les taxes sur les salaires,
- Les frais de formation (y compris la taxe),
- Les frais de déplacements,
- Les frais de personnel refacturés par les sociétés mères auprès des filiales dans le cas des sociétés faisant partie d'un groupe.

Les frais de personnel représentent :

- 63,85% du chiffre d'affaires en 2009,
- 65,40% du chiffre d'affaires en 2010, soit + 1,55 points,
- 67,09% du chiffre d'affaires en 2011, soit + 1,69 points.

* Incluant les charges de crédit-bail

** Hors charges de crédit-bail

Analyse des heures amplitudes / effectif

Échantillon de 49 sociétés

Les informations concernant le nombre d'heures amplitudes réalisées sur l'année 2011 ont été collectées à partir du questionnaire.

Les entreprises de moins de 10 salariés représentent 27% des entreprises ayant répondu à ce questionnaire et effectuent 6% des heures amplitudes totales.

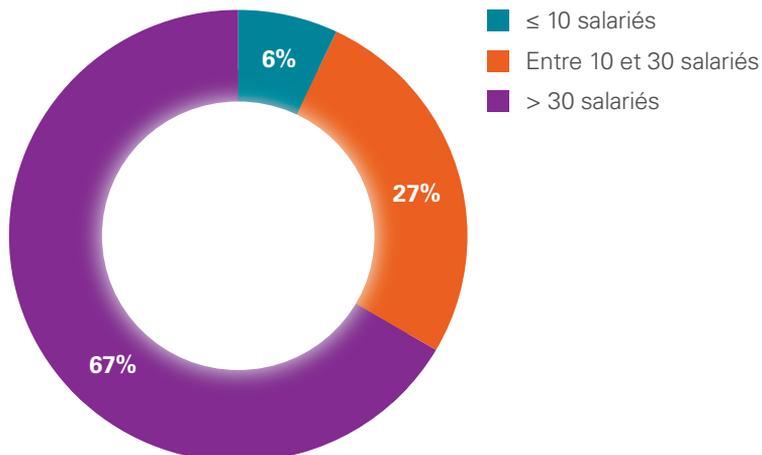
Les entreprises ayant entre 10 et 30 salariés représentent 41% des entreprises ayant répondu à ce questionnaire et effectuent 27% des heures amplitudes totales.

Les entreprises ayant plus de 30 salariés représentent 32% des entreprises ayant répondu à ce questionnaire et effectuent 67% des heures amplitudes totales.

Nbre d'heures amplitudes effectuées par le personnel roulant

≤ 10 salariés	1 708
Entre 10 et 30 salariés	1 882
> 30 salariés	1 813

Répartition des heures amplitudes totales par effectif



Analyse des heures amplitudes

Échantillon de 49 sociétés

Le chiffre d'affaires généré par heure amplitude augmente de façon significative entre 2010 et 2011 passant de 27,89 € en 2010 à 29,48 € en 2011, soit + 5,70%.

Cette meilleure productivité est le reflet de la réorganisation des entreprises du transport sanitaire, le développement de la géolocalisation et la mise en place progressive des régulations partagées.

	2009	2010	2011
CA / nbre d'heures amplitudes	27,64 €	27,89 €	29,48 €

	2009	2010	2011
Coût d'une heure amplitude	13,79 €	14,10 €	15,00 €

Le coût horaire du personnel roulant par rapport au nombre d'heures amplitudes n'a cessé d'augmenter depuis 2009, passant de 13,79 € en 2009 à 15 € en 2011, soit + 8,77%.

Conclusion

L'année 2011 marque la continuité de la dégradation des performances des entreprises du Transport Sanitaire, et ce, malgré une croissance du chiffre d'affaires de l'ordre de + 4,60%.

Cette tendance se traduit par :

- Une baisse du taux de Valeur Ajoutée du fait de l'augmentation continue du prix du carburant. Ce taux de Valeur Ajoutée est passé de 69,54% en 2009 à 68,29% en 2011,
- Une croissance continue des frais de personnel en valeur de +11% sur 2 ans expliquée par la poursuite de l'augmentation du coefficient d'amplitude. Ils représentent 57,43% du CA en 2011 contre 55,91% en 2009,
- Une perte de 1,36 points du ratio EBE/CA,
- Une augmentation significative du niveau d'endettement.

Ces constats sont liés à trois événements contextuels principaux :

- La non revalorisation tarifaire en 2011,
- Une progression du chiffre d'affaires qui ne permet pas de couvrir l'impact des évolutions salariales à de rares exceptions près,
- Une croissance continue de la qualité des prestations, des investissements humains et matériels.

Cet observatoire 2012 met en avant tous les efforts consentis par les entreprises pour gérer au mieux leur activité, tant en matière d'exploitation que sur le plan financier.

Sur le plan de la gestion de l'exploitation, les leviers d'action au quotidien portent sur l'utilisation optimisée des moyens, à savoir :

- **Frais de personnel /Chiffre d'affaires** : ce ratio permet de mesurer la maîtrise des frais de personnel surtout si on l'enrichit de l'indicateur CA / heure amplitude du personnel roulant.

L'analyse qualitative permet de constater des gains de productivité. La croissance du CA par heure amplitude (sur l'échantillon étudié + 5,70%) permet de dégager une marge supérieure à l'augmentation du coût du personnel roulant par heure amplitude en 2011.

Conclusion

- **CA / Actif Economique** : ce ratio permet de mesurer le taux d'utilisation des moyens mobilisés. Il a légèrement diminué par rapport à 2010 : 1 € de capital investi permet désormais de réaliser 1,94 € de CA, contre 2,01 € en 2010.
- **Besoin en Fonds de Roulement** : le secteur d'activité est peu consommateur de besoin en fonds de roulement. Néanmoins, il convient de rester vigilant afin de facturer et recouvrer rapidement les prestations réalisées.

Sur le plan financier, les grands équilibres à préserver sont les suivants :

- Le ratio **EBITDA/CA** qui doit atteindre 15% pour préserver la capacité d'investissement des entreprises, est de 9,20% en 2011 contre 11,64% en 2010 dans notre échantillon. Un ratio de 15% permet d'investir dans un outil de travail plus performant et en conformité avec les exigences des donneurs d'ordres. Il permet également de rémunérer normalement le capital investi. A l'heure actuelle, ce ratio ne peut progresser qu'en réalisant des économies d'échelle et des gains de productivité.
- **Le niveau d'endettement** a tendance à augmenter pour atteindre un gearing de 1,38. Toutefois, la politique de renouvellement du parc automobile semble être régulière, ce qui est indispensable pour envisager sereinement les années à venir. Il convient de tendre vers un retour à un ratio d'endettement (dettes nettes / fonds propres) de 1 (seuil bancaire recommandé).

Pour préserver leur avenir, les dirigeants d'entreprise de Transport Sanitaire doivent continuer sur la voie de la professionnalisation, ce qui semble déjà bien engagé, tant au niveau de la qualité des services rendus que sur le pilotage de leur entreprise.

Dans le monde de la santé, le transport sanitaire constitue un des secteurs où la dimension entrepreneuriale est la plus forte.

La profession, par son engagement et ses efforts, constitue un maillon indispensable dans l'évolution organisationnelle de notre système de santé.



Contact

Marc Basset

Associé, Directeur Haute-Normandie Picardie-Maritime

Tél. : +33 (0)2 35 52 68 60

E-mail : mbasset@kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euros. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2012 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Imprimé en France. Conception - Réalisation : Direction Communication Corporate - Xerox Creative Services - Septembre 2012.